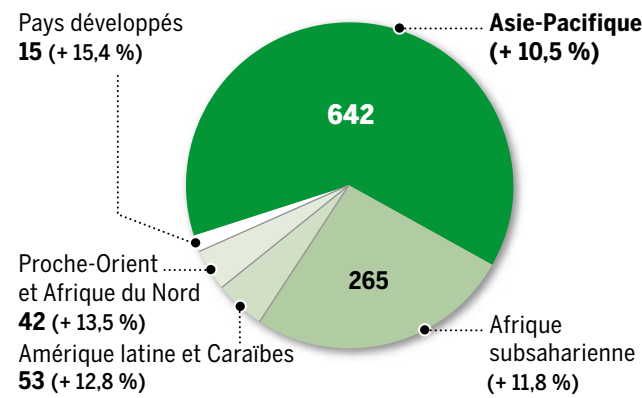


## Récoltes

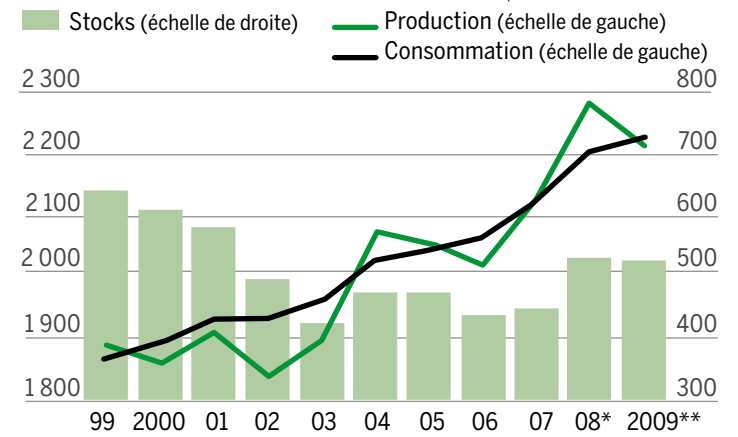
Déjà en hausse du fait de la flambée des prix alimentaires en 2007 et 2008, le nombre de personnes sous-alimentées devrait continuer d'augmenter en 2009 de plus de 10 %, selon la FAO. C'est en Afrique (265 millions) et surtout en Asie (642 millions) qu'elles sont les plus nombreuses. Désormais, ce sont les effets de la crise économique (chômage, chute des exportations) qui expliquent principalement cette hausse, car les récoltes record de 2008 et 2009 ont permis à l'offre de dépasser de nouveau la demande alimentaire et de reconstituer en partie les stocks. La consommation mondiale poursuivant sa croissance, la situation reste cependant tendue, même si, depuis l'été 2008, les prix se sont repliés et les « émeutes de la faim » ne se produisent plus. La FAO insiste sur la nécessité de relancer l'agriculture dans les pays pauvres. A l'échelle mondiale, sur 530 millions d'exploitations agricoles, 451 millions comptent moins de 2 hectares. Elles disposent cependant d'une forte capacité à augmenter leur productivité, comme l'ont déjà montré par le passé celles d'Asie de l'Est et d'Amérique latine.

► NOMBRE DE PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAIM EN 2009\*, en millions ET AUGMENTATION PAR RAPPORT À 2008, en %



SOURCE : ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), PERSPECTIVES ALIMENTAIRES \* ESTIMATIONS \*\* PRÉVISIONS

► ÉVOLUTION DU MARCHÉ MONDIAL DES CÉRÉALES, en millions de tonnes



Sur les 22 milliards de dollars promis il y a un an pour relancer l'agriculture dans les pays pauvres, seuls 2,5 milliards ont été versés

# Les Etats peinent à s'accorder sur les solutions concrètes

►►► Suite de la première page

En dépit des bonnes intentions affichées, l'agriculture peine à redevenir une priorité. La part de l'aide publique au développement qui lui est consacrée a été divisée par plus de cinq en vingt-cinq ans, passant de 18,1 % en 1979 à 3,5 % en 2004, rappelaient des coalitions italiennes d'ONG et le CCFD Terre solidaire en avril, à l'occasion de la réunion des ministres de l'agriculture du G8. Ces organisations appelaient à retrouver le niveau d'il y a trente ans.

La question agricole dépend de trois agences de l'ONU – Program-

me alimentaire mondial (PAM), FAO et Fonds international pour le développement agricole –, ainsi que de l'Organisation mondiale du commerce, ce qui ne facilite pas son pilotage.

De plus, les Etats peinent à dépasser leurs intérêts divergents. En pleine crise, en 2008, ils n'avaient pu s'entendre sur des questions-clés comme les biocarburants, ou les subventions agricoles du Nord qui déstructurent les agricultures familiales du Sud. Depuis, le débat n'a pas avancé. Tout juste y a-t-il eu consensus sur les erreurs du passé, avec la dénonciation de la dépendance croissante des pays en déve-

loppement envers les marchés agricoles mondiaux.

A la suite des politiques structurelles dictées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans les années 1980 et 1990, les pays en développement ont délaissé les productions vivrières pour la culture et l'exportation de coton, de café ou d'autres produits tropicaux, et ont subi de plein fouet, vingt ans après, la flambée des cours des produits alimentaires. Tout le monde s'accorde donc sur la nécessité de soutenir l'agriculture paysanne... sans s'en donner pourtant les moyens. D'autres sujets majeurs conti-

nent à faire débat, tels que la libéralisation des échanges ou la régulation des marchés. Sur ce point, la crise financière a donné l'espoir que la réflexion s'engagerait. Le sujet devrait être évoqué à l'Aquila. Mais rien ne dit qu'il avancera réellement. « Des scénarios sont proposés, la volonté politique doit suivre désormais », martèle M. De Schutter.

**Mieux réguler les marchés**

Une proposition faite par l'institut de recherche International Food Policy Research Institute (IFPRI) à New York, avec l'économiste en chef de la Banque mon-

diale Justin Lin, évoque ainsi trois lignes de défense face à une flambée des prix alimentaires comme celle de 2008 : d'une part, une réserve alimentaire d'urgence, indépendante, pourrait être créée et confiée au PAM.

Ensuite, un système international de stocks publics de céréales, sous les auspices de l'ONU, pourrait être mis en place afin d'alimenter le marché en cas de déséquilibre.

Enfin, les pays participants s'engageraient aussi sur la constitution d'une réserve financière permettant d'intervenir sur les marchés dérivés agricoles en cas de

flambée des prix due à la spéculation.

Les auteurs de ces propositions soulignent qu'elles complèteraient les autres réformes nécessaires des marchés agricoles : éviter les interdictions d'exportations auxquelles ont eu recours certains pays en 2008, mieux réguler les marchés physiques et les marchés dérivés. Mais beaucoup reste à faire : un rapport d'enquête bipartisan du Sénat américain publié mercredi 24 juin et intitulé « Spéculation excessive sur le marché » du blé recommande de mieux cadrer les activités des fonds investissant sur les indices de matières premières. ►►►

## Au Mali, le prix du riz augmente malgré le soutien à la production locale

### Reportage

#### Mopti (Mali)

Envoyée spéciale

Mamadou Diarra croit à l'agriculture de son pays. Il en est persuadé, « le Mali peut très bien s'autosuffire, et même nourrir ses voisins ». Son pays, le jeune homme le connaît bien. Il l'a sillonné en 2008 à moto, en pleine flambée des cours agricoles. En stage à la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), basée à Paris, il avait été chargé d'une étude sur les mécanismes de transmission des prix mondiaux aux marchés locaux.

Si les « émeutes de la faim » ont plutôt épargné le Mali, la flambée des cours du riz a fait néanmoins prendre conscience du danger. Dans l'urgence, le gouvernement a lancé l'Initiative riz, subventionnant l'achat d'engrais à hauteur de 50 %. En augmentant la production, il comptait dépendre moins des importations asiatiques, et donc des prix mondiaux.

Une aubaine pour les producteurs de riz de Tongorongo, un gros village situé à une heure de piste de la ville de Mopti, au bord du Niger. Mamadou est venu les rencontrer avec l'équipe de FARM, qui soutient le développement du village par des prêts. Pour leur venue, tous les villageois sont là. Des poissons, des noix de cola, des poteries sont offerts.

L'argent prêté aux hommes a servi à acheter des semences et des herbicides, qui ont permis la mise en culture de 125 hectares jusque-là non utilisés. Les femmes, elles, ont acquis deux batteuses, une décortiqueuse et une étuveuse, qui permettront de vendre le riz transformé, et donc plus cher. L'idée n'est pas seulement que la population se nourrisse, mais qu'elle dégage des revenus grâce aux surplus. « Défendre seulement l'agriculture familiale, c'est avoir une vision misérabiliste. Car sans perspectives, les gens quittent la terre », défend Bernard Bachelier, le directeur de FARM, fondation soutenue par le Crédit agricole, Limagrain et d'autres entreprises françaises.

Mamadou Diarra se doute bien que le recours aux engrais et aux herbicides peut choquer. « On peut bien augmenter les doses, mais ça nous partons de rien » lâche-t-il, rappelant qu'en Europe, 100 kg d'engrais sont en moyenne épandus par hectare, contre 10 en

**Pour en savoir plus**

« Le choc alimentaire mondial. Ce qui nous attend demain », de Jean-Yves Carfantan, Albin Michel, 293 p., 19 euros.

« Le monde a faim », de Philippe Chalmin, Bourin éditeur, 137 p., 12 euros.

Afrique. Il n'y a pas que cela qui l'énerve. « Tout pousse au Mali, mais les villages sont enclavés », déplore-t-il. Comme ces ananas qui poussent sur place dans la région de Kayes, où il travaille aujourd'hui pour une organisation non gouvernementale (ONG). Ou comme ces oranges dont personne ne veut parce que leur peau est verte, et qui ne peuvent être transformées en jus parce qu'il n'y a pas d'usines. « Ça donne envie de pleurer », dit-il.

**Crainte du surendettement**

L'Initiative riz, dont tout le monde parle, redonne espoir, même si les chiffres officiels de hausse de la production sont mis en doute, et si certains auraient préféré que le gouvernement mise sur le sorgho, le maïs ou le millet, consommés dans les campagnes et bien moins chers. Mais le riz a la faveur des urbains. Pour les autorités, l'équation est complexe : les prix doivent être sout-

**Sur Internet** Les perspectives alimentaires mondiales sur [fao.org/worldfoodsituation/fr/](http://fao.org/worldfoodsituation/fr/) – International Food Policy Research Institute : [ifpri.org](http://ifpri.org), *Eliminating Drastic Food Price Spikes – a Three Pronged Approach for Reserves*, par Joachim von Braun, Justin Lin et Maximo Torero (5 p., mars 2009).

nus pour assurer un revenu aux paysans, mais assez bas pour que le consommateur se nourrisse... et que les émeutes soient évitées.

Au grand marché de Mopti, on se réjouit de la bonne récolte, et on se demande comment les prix vont évoluer. « Je ne pense pas qu'ils chuteront », estime Oumar Tembéli. Cet acheteur, qui parcourt les villages, dit que les paysans commencent à s'organiser en coopératives, à recourir au microcrédit et à des banques des céréales pour éviter que le riz ne soit bradé dès la récolte pour rembourser les dettes.

Lui payait le kilo de riz 280 francs CFA (environ 40 centimes d'euros) en janvier dernier, le vendait aux commerçants 300 francs, qui eux-mêmes le revendaient 325 francs... contre 275 francs un an plus tôt à la même saison. Aujourd'hui, selon FARM, les prix n'ont pas baissé, au contraire : le kilo de riz se vend 375 francs à Mopti. Car les paysans, mais aussi les commerçants, qui pensent que les prix vont encore grimper, rechignent à vendre.

La subvention des engrais a été renouvelée par l'Etat, et étendue à l'ensemble des céréales. Les paysans vont en acheter. FARM a du coup reporté le remboursement de son prêt d'un an, de crainte que certains ne tombent dans la spirale du surendettement. ■

Laetitia Clavreul

## Questions-réponses Impacts

### 1 Qui sont les victimes de la sous-alimentation ?

Sur le milliard de personnes qui souffrent d'un apport alimentaire quotidien insuffisant, 50 % sont de petits paysans, 10 % des éleveurs, 20 % des paysans sans terre et 20 % des urbains pauvres. Un tiers de la population paysanne mondiale est acheteuse nette de nourriture. Sur 6,7 milliards d'êtres humains, la planète en compte 2,8 milliards vivant de la terre. Et sur 1,3 milliard d'actifs agricoles, seuls 28 millions utilisent un tracteur, 250 millions des animaux de traits. Plus de 1 milliard ne disposent que de leurs mains.

### 2 Où produire plus ?

Pour augmenter la production agricole et ainsi réduire les tensions sur les marchés, il est possible dans bien des zones d'améliorer les rendements, ou de mettre en culture de nouvelles terres. La Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan disposent d'un gros potentiel, ainsi que l'Amérique du Sud. En Afrique aussi, la production pourrait croître fortement. Ainsi, selon la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans la savane guinéenne, qui traverse 25 pays africains, 400 millions d'hectares seraient exploitables pour l'agriculture. Cette zone présente des inconvé-

nients géophysiques comparables au Nord-Est thaïlandais et au Campo Cerrado brésilien, deux régions dont les autorités ont su réunir les conditions favorables à la croissance agricole dans les années 1980.

### 3 Quel est l'impact des changements climatiques sur la production agricole mondiale ?

Il s'agit d'un des grands défis que l'agriculture aura à relever au cours des prochaines années, comme celui de la préservation des ressources en eau, de la lutte contre la désertification ou de la protection des terres agricoles. Les premières manifestations en sont visibles. « Le changement climatique est déjà un problème pour les activités agricoles : il se manifeste par des perturbations extrêmes, des sécheresses assez sévères, qui impactent les productions comme le soja en Amérique latine cette année », selon Emmanuel Jayet, responsable de la recherche sur les produits agricoles de la Société générale. « Plusieurs signes font penser aux climato-logues qu'on se dirige vers un nouveau El Niño [courant océanique du Pacifique équatorial créant des perturbations climatiques] en fin d'année 2009, ce qui produira moins de pluies dans l'hémisphère Sud : en Australie, dans certains pays d'Afrique et en Amérique du Sud », ajoute-t-il. ■